

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

En application des dispositions des articles L.126-1 et R.123-14 du code de l'urbanisme, le dossier de PLU doit comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

C'est seulement à cette condition qu'elles peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Les servitudes d'utilité publique sont établies dans l'intérêt général, indépendamment de toute relation de voisinage. Elles entraînent des limitations à l'exercice du droit de propriété en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques.

Le territoire de la commune de GENNES est concerné par un certain nombre de servitudes d'utilité publique.

Code	Catégorie des servitudes	Textes de référence	Service gestionnaire
A1	Servitudes relatives à la protection des forêts soumises au régime forestier	Code forestier (art. L.151-1 à L.151-6 abrogés par l'article 72 de la loi n°2001-602)	Direction Départementale de l'Equipement et de l'Agriculture
AS1	Servitudes relatives à la protection des captages	Code la Santé publique (art. L.20) et décret n°61.859 du 1er août 1961, modifié par décret n°67.1093 du 15 décembre 1967	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
AC1	Périmètre de protection des monuments historiques inscrits ou classés	Code du patrimoine, livre VI (partie législative)	Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
I1	Servitudes relatives au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression	Loi de finances n°58-336 du 29 mars 1958 modifiée (art. 11)	Pour le pipeline sud-européen Ø 40" et Ø 34" : Société du pipeline sud-européen / Direction technique – La Fenouillère – Route d'Arles – BP 14 – 13771 FOS SUR MER CEDEX Pour le pipeline du Jura Ø 16" : Société française du pipeline du Jura / C/o PETROPLUS REFINING CRESSIER SA – Case postale 17 – CH2088 CRESSIER (Suisse)
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Loi du 15 juin 1906 (art. 12) Loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298) Loi du 8 avril 1946 (art. 35)	RTE-EDF Transport SA
PT2	Servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles	Articles L. 54 à L. 56 et R. 21 à R. 26 du code des postes et télécommunications	France Telecom

PT3	Servitudes attachées aux réseaux de télécommunication	Code des postes et télécommunications (art. L. 48, alinéa 2)	France Telecom
PPRT	Servitude attachée à la prévention des risques technologiques	Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 Art. R.515-39 à R.515-48 du code de l'environnement Arrêté préfectoral n°2009-2310-03871 du 23 octobre 2009 approuvant le PPRT	Préfecture du Doubs